



SAULT STE. MARIE

La ville ontarienne de
l'acier en quête d'une
nouvelle vocation



Ancien poste de traite des fourrures dans le nord de l'Ontario, Sault Ste. Marie a connu un profond changement avec l'arrivée de l'industriel américain Francis Clergue, qui y a construit une centrale hydroélectrique sur les bords de la rivière St Marys il y a plus d'un siècle. Ce barrage a permis d'alimenter la région en énergie abordable, et l'a transformée en un carrefour industriel. Francis Clergue a également ouvert à Sault Ste. Marie une aciérie, une manufacture de pâte à papier et construit une voie ferrée.

L'Algoma Central Railway a cessé ses activités en 1914, tandis que l'usine de papier St. Mary's Paper a fermé ses portes en 2011, laissant 30 personnes sans emploi. De son côté, l'aciérie a pu poursuivre ses activités en fabriquant entre autres des obus pendant la Première Guerre mondiale. Elle a également résisté à la faillite pendant la Grande Dépression et a subi plusieurs restructurations, dont la plus récente date de 2018.

Aujourd'hui, l'aciérie Algoma Steel, l'un des trois principaux producteurs d'acier du Canada et le seul à être indépendant, se trouve à nouveau à la croisée des chemins. Confronté aux droits de douane punitifs imposés par l'administration Trump sur les importations d'acier canadien et à la concurrence féroce des producteurs étrangers à bas prix, le sidérurgiste se trouve de nouveau devant un avenir incertain.

C'est aussi le cas pour la ville de 78 000 âmes, affectueusement surnommée «the Soo», où l'entreprise est installée. En effet, Algoma Steel constitue son principal employeur et l'un des piliers de l'économie de Sault Ste. Marie.

Mais aujourd'hui, une lueur d'espoir pointe à l'horizon grâce à l'éventuelle conversion d'Algoma Steel à la technologie des fours à arc électrique (FAE) pour la production d'acier, un procédé qui fonctionne à l'électricité plutôt qu'au charbon, source d'émissions de carbone (CO₂). On évalue le coût de cette transition à près de 900 M\$. Contrairement aux hauts fourneaux, les FAE peuvent produire plus facilement de l'acier à faible teneur en carbone, utilisé dans les projets d'infrastructure, l'industrie lourde, les véhicules, la défense et la construction navale.

Mais ce changement comporte un coût pour la communauté, car la technologie nécessite moins d'employés. En décembre, l'entreprise a licencié environ 1000 membres de son personnel en raison de la transition accélérée d'Algoma Steel vers les FAE et de la fermeture de ses hauts fourneaux.

Cette annonce, devenue réalité un an plus tôt que prévu, a porté un coup dur aux employés d'Algoma Steel et à la ville, mais a, du même coup, stimulé les efforts de la communauté pour diversifier l'économie locale au-delà de la production d'acier.

Ces initiatives pourraient compter sur un regain d'intérêt du gouvernement fédéral pour la réalisation de grands projets nationaux, tels que des oléoducs, des ports, des infrastructures de défense et des projets d'énergie propre et sur son engagement pour une politique «Achetez canadien» pour l'approvisionnement en acier et autres matières premières utilisées pour ces projets. Mais on ignore si ces projets seront mis en œuvre à temps pour compenser la place en rapide décroissance de l'acier canadien dans le marché américain, et si Algoma Steel pourra diversifier sa gamme de produits pour desservir les marchés intérieurs.

DÉFIS COMMUNAUTAIRES

Les droits de douane de Trump

Le premier coup dans la guerre commerciale entre le Canada et les États-Unis porté à Algoma Steel est arrivé en mars 2025, lorsque le président américain Donald Trump a imposé des [tarifs douaniers de 25 %](#) sur les importations mondiales d'acier. Pour une deuxième fois, M. Trump instaurait des droits de douane sur l'acier, comme il l'avait fait [en 2018](#) lors de son premier mandat. Les mesures prises en mars ont été brièvement suspendues, puis rétablies, et au début du mois de juin, les droits de douane imposés en vertu de l'article 232 sur l'acier canadien ont été doublés pour atteindre [50 %](#), excluant du même coup Algoma Steel et d'autres sidérurgistes canadiens du marché américain.

Catherine Cobden, présidente et directrice générale de l'Association canadienne des producteurs d'acier, a qualifié ces droits de douane de « dévastateurs » et a déclaré que les entreprises sidérurgiques canadiennes étaient confrontées à « une situation désastreuse ». Dans un [communiqué de presse](#), elle a déclaré que le secteur avait perdu près d'un millier d'emplois à la fin du mois de juin et « se préparait à en perdre des milliers d'autres ».

Au [troisième trimestre](#) de 2025, Algoma Steel a enregistré une perte nette de 485,1M\$, contre une perte nette d'environ 106,6M\$ au même trimestre de l'année précédente. La société a indiqué que les coûts directs des droits de douane s'élevaient à 89,7M\$ au troisième trimestre et à 164,3M\$ pour la période de neuf mois se terminant le 30 septembre.

Dans un [communiqué de presse](#) annonçant ces résultats, le PDG [sortant](#) d'Algoma Steel, Michael Garcia, qui envisageait de prendre sa retraite à la fin de l'année 2025, a déclaré que les droits de douane avaient effectivement fermé la porte aux exportations de la compagnie vers le marché américain et que les conditions générales du marché continuaient de présenter des difficultés. Au troisième trimestre, les livraisons d'Algoma Steel vers les États-Unis représentaient [environ la moitié](#) de son volume total de production.

La société a annoncé que l'injection de 500 M\$ en liquidités par les gouvernements fédéral et ontarien lui garantirait une souplesse financière à long terme et l'aidera à traverser la tempête. À la [fin du mois de septembre](#), le gouvernement fédéral a annoncé l'octroi d'un prêt de 400 M\$ à Algoma Steel dans le cadre du [Crédit pour les grandes entreprises touchées par les droits de douane](#) (CGETDD), un programme de 10 G\$ destiné à fournir des liquidités aux grandes entreprises faisant face à des pressions financières en raison des droits de douane.

Le gouvernement ontarien a pour sa part alloué une somme de [100 M\\$ supplémentaires](#) dans le cadre de son programme de financement Protect Ontario. Les deux gouvernements ont souligné que cette aide était essentielle pour assurer la stabilité d'un des plus gros employeurs du secteur privé du nord de la province, pour réorienter la production vers le marché canadien et pour soutenir la transition de l'entreprise vers la technologie des FAE. L'Ontario a également lié sa contribution à son plan d'infrastructure global de 200 G\$ et à son engagement à utiliser davantage d'acier d'origine canadienne.

Parallèlement, Ottawa a mis en place d'autres mesures de soutien à l'industrie sidérurgique canadienne. Le gouvernement fédéral a imposé [des droits de douane de 50 % sur les importations d'acier](#) en provenance de pays n'ayant pas conclu d'accord de libre-échange avec le Canada, abaissant le quota de 50 % des niveaux d'expédition de 2024 à [20 %](#). De plus, il a précisé que les pays ayant un accord de libre-échange avec le Canada, à l'exception



des États-Unis et du Mexique, seront assujettis à un tarif de 50 % si leurs expéditions d'acier vers le Canada dépassent 75 % des niveaux de 2024. Une surtaxe de 25 % sera également appliquée aux importations provenant de tous les pays, à l'exception des États-Unis, dont l'acier a été fondu et coulé en Chine.

Le premier ministre, Mark Carney, a également [annoncé](#) que le gouvernement investirait 70 M\$ en vertu des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT) afin d'offrir une formation et un soutien au revenu pour jusqu'à 10 000 travailleurs de l'acier touchés par les droits de douane. Une somme d'un milliard de dollars supplémentaires ira au Fonds de réponse stratégique pour l'innovation visant à renforcer leur compétitivité sur le marché intérieur. Et 150 des 450 M\$ précédemment annoncés dans le cadre de l'Initiative régionale de réponse tarifaire (IRTT), seront avant tout destinés à l'industrie sidérurgique.

Le [budget 2025](#) du gouvernement fédéral contient un important volet « Achetez canadien » qui vient s'ajouter à la stratégie. En effet, [186 M\\$](#) sont consacrés à la mise en œuvre d'une politique d'approvisionnement fédérale qui privilégie l'acier, l'aluminium, le bois et d'autres matières premières d'origine canadienne dans les grands projets d'infrastructure et de défense. Ottawa s'est également engagé à collaborer avec les provinces, les municipalités et les sociétés d'État afin d'aligner leurs règles d'approvisionnement sur la nouvelle politique, transformant la construction dans le secteur public en un moteur important de la demande pour l'acier produit au Canada.

Ces mesures ont été bien accueillies par l'industrie. Néanmoins, les inquiétudes restent vives, non seulement pour Algoma Steel, mais aussi pour l'ensemble de Sault Ste. Marie. Sa ville homologue américaine, Sault Ste. Marie dans le Michigan, en ressentira également les effets, a prédit le maire canadien de Sault Ste. Marie, Matthew Shoemaker, car les « Sooites » canadiens renonceront de plus en plus à traverser la frontière pour dépenser leurs revenus dans les restaurants, les grands magasins et les destinations touristiques du Michigan. Selon des médias locaux, le trafic transfrontalier a connu une baisse significative de [près de 24 %](#) en 2025. « Ils dépendent de nous depuis des générations, car nous sommes la plus grande des deux communautés », a déclaré le maire dans une entrevue accordée au [balado Futureproofing Canada de l'IRPP](#).

Le langage incendiaire et clivant utilisé par le président Trump et ses menaces répétées d'annexion du Canada ont ajouté à la tension, a déclaré Matthew Shoemaker. «Cela a mis à rude épreuve les relations entre les deux communautés. J'espère que ce n'est pas irréparable.»

Lui et d'autres maires de villes frontalières ont exhorté les gouvernements fédéral et provincial à fournir à leurs villes un soutien supplémentaire pour faire face à la guerre commerciale. «Il est économiquement viable de produire de l'acier ici, mais nous avons besoin d'un soutien économique pour nous assurer que notre économie ne soit pas paralysée par les mesures américaines», a expliqué M. Shoemaker.

Acier décarboné

Algoma Steel fait face à ces pressions tarifaires pendant qu'elle achève l'un des projets de décarbonation industrielle les plus importants en cours au Canada : la transition vers la production d'acier à plus faibles émissions.

Ce projet, soutenu par d'importants investissements publics, devrait apporter de nombreux avantages à Algoma Steel. Cependant, la transition vers un avenir à faibles émissions de carbone s'accompagne de pertes d'emplois importantes, ce qui accroît l'insécurité chez les travailleurs et les familles dont les moyens de subsistance ont été longtemps liés à l'usine.

FOURS À ARC ÉLECTRIQUE

Les fours à arc électrique (FAE) sont une version plus récente des fours utilisés en métallurgie, qui reposaient auparavant sur la combustion de coke, ou charbon purifié, pour fondre le minerai de fer. Les FAE fonctionnent à l'électricité, sont plus compacts et opèrent en faisant passer un courant électrique à travers des électrodes en graphite ou en carbone, créant un arc qui dégage une grande quantité de chaleur pour fondre de la ferraille et du métal recyclé, plutôt que du minerai extrait, afin d'obtenir de l'acier liquide.

Les FAE atteignent des températures plus élevées et plus contrôlées que les hauts fourneaux et, contrairement à ces derniers, ils peuvent fonctionner de manière intermittente. Cela signifie qu'ils peuvent produire rapidement et sont économiquement efficaces, même à faible cadence de production.

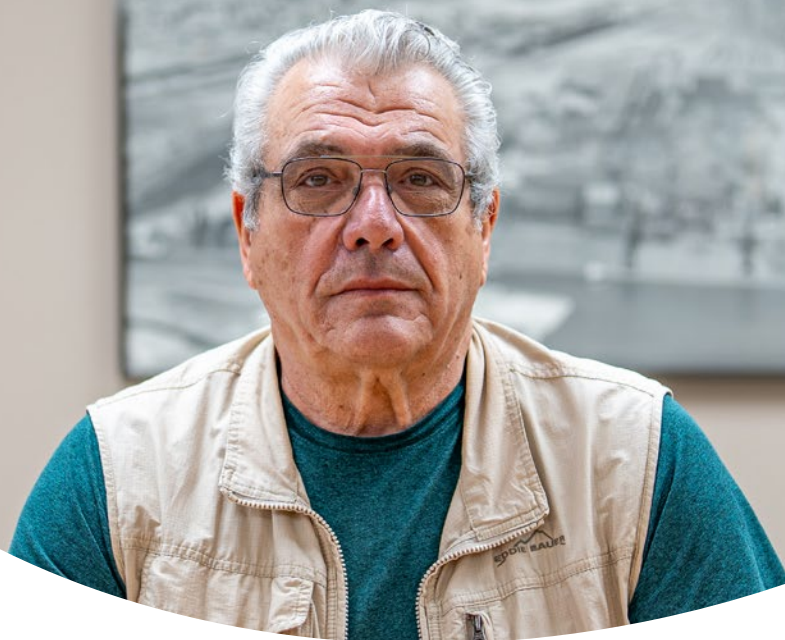
Une usine équipée d'un FAE est également moins coûteuse à construire qu'une aciérie intégrée. Cependant, les FAE consomment une quantité importante d'électricité, de l'ordre de 360 à 600 kilowattheures par tonne d'acier.

Une fois achevée, la transition vers les FAE devrait entraîner une réduction des émissions de carbone d'Algoma Steel et diminuer ou éliminer d'autres émissions, notamment le benzène et le dioxyde de soufre.



Photo:
Shutterstock/
Oleksiy Mark

Mike Da Prat
Président de la
section locale 2251
du Syndicat des
Métallos



Après une série de reports, Algoma Steel a finalement lancé sa production grâce au premier de ses deux nouveaux FAE au début du mois de juillet 2025. Après plus de [trois ans](#) de préparation, ce projet vise à remplacer les [hauts fourneaux](#) conventionnels de l'entreprise par deux [FAE](#), qui fondent de la ferraille et du fer de réduction directe plutôt que de traiter le minerai de fer avec du coke (issu du charbon). Une fois les deux unités pleinement opérationnelles, Algoma Steel prévoit une capacité annuelle de production d'acier brut d'environ 3,7 millions de tonnes, contre 2,8 millions actuellement, et s'attend à réduire ses émissions annuelles de carbone de 3 millions de tonnes, soit de 70 %.

Au troisième trimestre 2025, l'exploitation des FAE était limitée à deux jours par semaine, mais Algoma a arrêté son haut fourneau en janvier 2026 et a porté la production des FAE à six jours ou plus par semaine depuis mars 2026.

En date de juin 2025, Algoma Steel évaluait les investissements cumulés dans le projet des FAE à un montant de [881M\\$](#). Le gouvernement fédéral a contribué au projet à hauteur de [420M\\$](#) et un soutien provincial supplémentaire a été accordé dans le cadre du programme ontarien de décarbonation industrielle.

La conversion est suivie de près par les travailleurs et la communauté où, au fil des ans, les tendances locales en matière d'emploi ont reflété les changements opérationnels et financiers d'Algoma Steel. Selon Mike Da Prat, président de la section locale 2251 du Syndicat des Métallos, l'entreprise employait près de 8 000 personnes à son apogée, alors qu'elle en compte aujourd'hui environ 3 100. Selon certaines [informations](#) rapportées, le nombre d'employés devrait continuer à diminuer à mesure que l'entreprise achève sa transition vers la technologie des FAE pour atteindre de 1 600 à 1 700 employés.

Le [1er décembre](#) 2025, Algoma Steel a confirmé avoir émis environ 1 000 avis de licenciement, prenant effet le 23 mars 2026, dans le cadre de la fermeture accélérée de ses hauts fourneaux un an avant la date prévue.

Dans un [communiqué](#), Michael Garcia a déclaré que la perte du marché américain avait nécessité un changement de stratégie pour la compagnie qui a été obligée d'accélérer ses plans de transition vers la sidérurgie basée sur l'utilisation de FAE. « Les fondations d'Algoma Steel ont été ébranlées il y a six mois [le 4 juin 2025] avec l'imposition sans

précédent d'un droit de douane de 50 % par les États-Unis, qui ont pratiquement fermé un marché essentiel à notre viabilité depuis des générations et rendu la sidérurgie traditionnelle en hauts fourneaux non viable, a-t-il affirmé. La conversion aux FAE permettra de réduire les coûts, d'accroître la flexibilité, de diminuer l'intensité carbone et de renforcer la capacité d'Algoma Steel à desservir les clients nationaux et de répondre aux priorités du Canada », a-t-il conclu.

Il a également défendu le soutien apporté par Ottawa et la province, affirmant que, sans celui-ci, les conséquences auraient été beaucoup plus sérieuses. « Ne vous y trompez pas, Algoma Steel aurait connu des jours encore plus sombres, il y a quelques mois, des jours qui auraient probablement été ses derniers », a-t-il ajouté.

Les responsables syndicaux ont affirmé que les mises à pied touchaient un tiers du personnel de l'entreprise. Le président de la section locale 2724 du Syndicat des Métallurgistes, Bill Slater, a indiqué à la [presse locale](#) qu'environ 150 de ses membres avaient reçu un avis de licenciement, ainsi que 900 membres de la section locale 2251 du même syndicat, en plus d'un certain nombre d'employés non syndiqués, ce qui porte « le nombre réel à environ 1050 employés. »

Le président de la section locale 2251, Mike Da Prat, a déclaré que les réductions toucheront « les installations de coke, de fer et de production d'acier » et que tous les services seront affectés alors que l'entreprise se restructure pour ses opérations aux FAE.

Les suppressions d'emplois sont survenues [plus tôt que prévu et à plus grande échelle](#). Bill Slater et Mike Da Prat ont tous deux indiqué que ces mises à pied porteront un coup dur à Sault Ste. Marie. « Je ne crois pas que cette communauté puisse absorber 900 emplois, affirme Mike Da Prat. Devant la possibilité d'aller ailleurs, quel autre choix auront-ils ? »

Les dirigeants municipaux font écho aux préoccupations des syndicats. [Matthew Shoemaker](#) a qualifié cette annonce de « jour vraiment triste pour la communauté », ajoutant que la réduction des effectifs de l'aciérie exige une réponse régionale urgente. Il a indiqué avoir écrit aux premiers ministres Mark Carney et Doug Ford pour les exhorter à prendre des mesures immédiates afin de stabiliser l'économie, notamment en accélérant des projets clés, en hâtant les retombées liées aux contrats d'approvisionnement en matière de défense associés à l'acier canadien et en relocalisant à Sault Ste. Marie des postes supplémentaires de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario. L'un des projets que M. Shoemaker a mis de l'avant est le port [public, multimodal](#) et le corridor commercial prévus, qui seraient articulés autour de l'agrandissement du port d'Algoma, un projet qui, selon lui, devrait être considéré comme un « projet structurant pour la nation. »

Les responsables syndicaux se concentrent également sur les mesures de soutien à la transition. Mike Da Prat a exhorté les travailleurs à communiquer avec leur syndicat avant de prendre une décision définitive, soulignant l'ampleur des perturbations et la nécessité d'un soutien concerté au sein de la communauté.

Diversification industrielle

Devant les bouleversements provoqués par la guerre commerciale, les chefs de file de la communauté cherchent des moyens de diversifier l'économie locale au-delà de la sidérurgie.

Certains craignent que si Algoma Steel est contrainte de fermer, la ville ne devienne une communauté de retraités, à l'instar d'[Elliot Lake](#) et de [Wawa](#).

L'ancien directeur général de la Corporation de développement communautaire de Sault Ste. Marie et de sa région, Dan Friyia, souligne que la prospérité de l'économie locale dépend fortement de son principal secteur, l'acier, et de ses deux plus grands employeurs: Algoma Steel et [Tenaris](#), un fabricant de tubes en acier principalement utilisés dans l'industrie pétrolière et gazière.

Dave McHattie, directeur des relations institutionnelles chez Tenaris, a déclaré dans une entrevue réalisée avant l'annonce des droits de douane américains que l'usine de l'entreprise à Sault Ste. Marie a plus que doublé ses effectifs ces dernières années, pour atteindre environ 800 employés. Cette [multinationale](#) comptant 26 000 employés a été [nommée](#) « Fournisseur de l'année 2024 » par ExxonMobil.

M. McHattie a déclaré que la proximité entre Algoma Steel et Tenaris est idéale pour l'approvisionnement de celle-ci en bobines d'acier laminé à chaud, qui alimentent sa ligne de production de tuyaux soudés par résistance électrique. Pour son autre processus de fabrication, celui des tubes sans soudure, elle a besoin de barres d'acier massif comme matière première. Tenaris fabrique ces barres dans ses propres installations de production d'acier dans les FAE ailleurs dans le monde, avant de les expédier à Sault Ste. Marie par voie maritime.

Parallèlement à l'initiative fédérale des grands projets, Sault Ste. Marie pourrait également profiter de la stratégie émergente du Canada en matière d'industrie de la défense. Le nouveau cadre « construire, collaborer, acheter » d'Ottawa lie explicitement les achats de la défense aux chaînes d'approvisionnement nationales, l'acier étant un intrant essentiel.

La ministre de l'Industrie, Mélanie Joly, a indiqué [dans un discours](#) que les achats de la défense seront utilisés pour reconstruire la capacité industrielle canadienne, soulignant



que des entreprises comme Algoma Steel sont intégrées aux chaînes d'approvisionnement liées à la sécurité nationale alors que le Canada accroît ses investissements dans les secteurs naval, aérospatial et de la défense continentale. Elle a précisé que les 500 M\$ de financement gouvernemental aideront Algoma Steel à diversifier son offre de produits, notamment en acier pour poutres et plaques destinées à la construction résidentielle et aux projets de défense.

En avril 2025, Ontario Shipyards a annoncé qu'Algoma Steel avait signé une lettre d'intention pour rejoindre [Team Vigilance](#) en tant que fournisseur exclusif de plaques d'acier pour la corvette de défense continentale canadienne, un nouveau navire de guerre. Ce serait la première fois que les navires de la Marine royale canadienne seraient construits principalement avec de l'acier fabriqué au pays.

Algoma Steel a également conclu un [protocole d'accord avec Seaspan Vancouver Shipyards et Stigterstaal Canada](#) afin d'évaluer la possibilité de rétablir une chaîne d'approvisionnement nationale de l'acier pour les programmes fédéraux de construction navale dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale.

Et en mars 2025, la province a annoncé un [programme de subventions](#) pour la construction navale de 215 M\$ afin de contribuer à garantir des contrats navals fédéraux en Ontario. Ce programme vise à soutenir l'autonomie et la résilience de la province en permettant aux chantiers navals ontariens de construire, moderniser et réparer des navires de la Marine en utilisant de l'acier produit au Canada, a déclaré le ministre ontarien des Transports, [Prabmeet Sarkaria](#).

Pour Algoma Steel, ces projets pourraient compenser en partie la perte des marchés d'exportation américains. [Terry Sheehan](#), député de Sault Ste Marie-Algoma, déclare que le soutien fédéral aidera l'entreprise à « se projeter vers l'avenir, à diversifier ce qu'elle produit et la manière dont elle le produit » alors qu'elle s'adapte aux pressions tarifaires et à l'évolution du marché.

Ce potentiel commence déjà à se concrétiser. En [janvier 2026](#), le constructeur naval sud-coréen Hanwha Ocean a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Algoma Steel dans le cadre de son offre visant à fournir la future flotte de sous-marins du Canada. L'entente proposée prévoit une aide financière [pouvant atteindre environ 275 M\\$](#) en apportant un soutien financier en vue du développement potentiel d'une aciérie de poutres en acier de construction à Sault Ste. Marie, ainsi que les achats prévus d'acier d'Algoma Steel pour la construction des sous-marins et pour l'infrastructure d'entretien, de réparation et de révision nécessaire au soutien de la flotte au Canada. Ces deux engagements sont [conditionnels à l'attribution du contrat fédéral](#) de sous-marins à Hanwha Ocean, mais l'annonce montre comment les achats de défense et les objectifs d'achat canadien pourraient se traduire par une nouvelle demande intérieure et des investissements industriels pour Algoma Steel, alors que l'accès aux marchés américains continue de se réduire.

Ces débouchés nationaux s'ajoutent à des perspectives mondiales à plus long terme. La transition énergétique devrait entraîner une hausse de la demande mondiale de minerai de fer vert et d'acier à faibles émissions. [Certains chercheurs affirment](#) que le Canada est bien positionné pour être compétitif sur ce marché émergent grâce à ses ressources en minerai de fer de haute qualité, à son fort potentiel en énergies renouvelables, à ses infrastructures bien établies et à ses travailleurs qualifiés.



Pénurie de main-d'œuvre

Lorsqu'on leur a demandé quels étaient les défis auxquels leur ville est confrontée, plusieurs personnes interviewées ont évoqué le vieillissement de la population et la difficulté à attirer des travailleurs dans certains secteurs. Ils ont souligné que la population de Sault Ste. Marie est restée stable en grande partie grâce à l'immigration récente, mais que de nombreux travailleurs de longue date sont à la retraite ou sur le point de se retirer, et que les jeunes résidents [quittent souvent la région](#) pour poursuivre des études postsecondaires ou trouver un emploi ailleurs. Cette situation entraîne des pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs des métiers spécialisés, de l'énergie propre, des soins de santé et de l'ingénierie. Ces pressions sur la main-d'œuvre se manifestent en même temps que d'importantes transitions structurelles dans le secteur industriel, notamment les pertes d'emplois récentes chez Algoma Steel, qui réduisent la demande pour les postes traditionnels tandis que de nouveaux emplois techniques apparaissent.

Les employeurs ont également reconnu que l'essor de l'électrification, des technologies vertes, de l'automatisation et de l'intelligence artificielle exige des compétences et des niveaux de formation différents de ceux actuellement offerts par les travailleurs locaux. Katie Elliott, directrice de stratégie d'entreprise chez [PUC Services inc.](#), déclare que ce décalage explique en grande partie la pénurie actuelle et croissante de main-d'œuvre dans ces secteurs.

Par exemple, PUC Services inc. et [Heliene inc.](#), un fabricant de modules solaires photovoltaïques, a exprimé des inquiétudes quant au recrutement de travailleurs possédant l'expertise et la formation nécessaires pour pourvoir des postes tels qu'ingénieur électricien. «À Sault Ste. Marie et dans le district d'Algoma, la production d'électricité a connu une forte croissance dans le cadre de la transition vers les énergies propres. Nous constatons une augmentation de l'emploi plutôt qu'une diminution, et nous ne parvenons pas à trouver suffisamment de personnel pour travailler dans ce secteur », a déclaré Martin Pochtaruk, directeur général et président d'Heliene. Mais il souligne qu'il est difficile d'attirer des personnes venues d'ailleurs au Canada. «Les Canadiens ne sont pas prêts à déménager à Sault Ste. Marie, déclare-t-il. En général, nous recrutons des employés à l'étranger et les aidons dans leurs démarches d'immigration.»

Brent Lamming, directeur général adjoint de la Ville de Sault Ste. Marie, a également soulevé la question de la pénurie de main-d'œuvre dans les métiers spécialisés et les emplois verts, en particulier pour les postes nécessitant des compétences très demandées en raison de la transition vers l'électrification.

Le [budget 2025](#) du gouvernement fédéral a introduit plusieurs mesures visant à soutenir les travailleurs touchés par les chocs commerciaux, l'automatisation et la transition vers une industrie propre. Ces mesures comprennent 570M\$ de nouveaux financements en vertu des Ententes sur le développement du marché du travail (EDMT), destinés à offrir de la formation et un soutien à l'emploi aux travailleurs touchés par les perturbations du marché mondial. Le budget a également renouvelé le programme de soutien de 70 M\$ annoncé en juillet dans le cadre de l'EDMT, qui offre des aides au revenu et de la formation pour jusqu'à 10 000 travailleurs de l'acier déplacés à l'échelle du pays.

Les associations professionnelles nationales ont exprimé un optimisme prudent à l'égard des dispositions du budget relatives au marché du travail. [Diana Palmerin-Velasco](#), directrice principale de la Chambre de commerce du Canada pour l'avenir du travail, a déclaré que ces mesures représentent « un pas dans la bonne direction, notamment en ce qui concerne le soutien aux travailleurs touchés par les droits de douane américains, l'expansion de la formation en apprentissage dans les métiers spécialisés, l'accent mis sur une stratégie internationale de talents pour stimuler l'innovation et les mesures relatives à la reconnaissance des titres de compétence étrangers ».

Le gouvernement fédéral doit cependant « élargir l'accès aux investissements dans les métiers spécialisés et ne pas limiter l'admissibilité à la formation offerte exclusivement par les syndicats », a-t-elle ajouté. Elle appelle à une accélération de la reconnaissance des titres de compétence étrangers « afin que des milliers de travailleurs empêchés de contribuer pleinement à l'économie puissent aider à atténuer les pénuries de main-d'œuvre dans des secteurs critiques, comme la santé et la construction. »

Pressions sur les établissements d'enseignement postsecondaire

À une époque où la mise à niveau des compétences est devenue plus urgente, le [Sault College](#), confronté à des difficultés financières, a [annulé ou suspendu plusieurs programmes universitaires](#) et licencié du personnel. Sherri Smith, ancienne vice-présidente aux affaires scolaires, à l'innovation et aux services aux étudiants, a souligné que le [plafond imposé par le gouvernement fédéral sur les étudiants internationaux](#)



Sherri Smith
Ancienne vice-présidente
aux affaires scolaires, à
l'innovation et aux services
aux étudiants du Collège
des arts appliqués et de la
technologie

annoncé en 2024 a eu un impact important sur les revenus du collège provenant des droits de scolarité. Le collège prévoit un [déficit de 5,6M\\$](#) en 2025-2026 en raison du plafond et du gel continu des droits de scolarité imposé par le gouvernement provincial, et de la hausse des coûts de fonctionnement.

Ces contraintes financières influencent également la manière dont le collège priorise son rôle dans le développement de la main-d'œuvre.

« Le Sault College se concentre sur le fait que notre principale source de financement a été fortement affectée, nous sommes donc profondément impliqués dans ces discussions », a déclaré Mme Smith. « Nous sommes un moteur de changement et avons un rôle à jouer pour soutenir la transformation en formant les travailleurs dans des domaines émergents, mais nous n'avons pas encore porté notre attention sur les discussions concernant la transition vers une économie à faible émission de carbone. » Elle souligne ainsi la tension entre les défis financiers immédiats et le besoin à plus long terme de préparer les travailleurs aux transitions économique et industrielle.

Matthew Shoemaker a déclaré que la diminution du nombre d'étudiants internationaux admis au Canada a affecté les finances de l'autre établissement postsecondaire majeur de la ville, [Algoma University](#). « Les changements de politiques aux niveaux fédéral et provincial ont eu un véritable effet néfaste sur leur résultat net et sur les retombées pour notre communauté », a-t-il ajouté à propos des deux institutions. Il a souligné avoir préconisé une position intermédiaire en matière de recrutement d'étudiants internationaux, car ces établissements jouent un rôle important dans la diversification de l'économie locale.

Les responsables municipaux cherchent également à renforcer les capacités de formation dans le domaine des soins de santé. Matthew Shoemaker a dit qu'il aimerait voir l'École de médecine du Nord de l'Ontario élargir sa présence physique à Sault Ste. Marie afin de remédier à la pénurie de médecins dans la ville. L'établissement, désormais baptisé [l'Université de l'EMNO](#), a été créé en 2002 dans le but d'attirer davantage de médecins dans les communautés du Nord et les communautés autochtones de la province. Elle dispose actuellement de campus à Sudbury et à Thunder Bay, mais fonctionne également de manière numérique à travers le Nord de l'Ontario. À l'origine rattachée aux universités Laurentienne et Lakehead, elle est devenue en 2021 une école de médecine autonome.

Dans un communiqué, la présidente de la Chambre de commerce, [La-Na Fragomeni](#), affirme que les nouveaux niveaux de résidents permanents, combinés à une réduction de 43 % des résidents temporaires, « auront un impact supplémentaire sur les collèges et universités, qui ont déjà connu une baisse draconienne des inscriptions, ainsi que sur les entreprises qui dépendent des travailleurs étrangers temporaires. »

« Nous connaissons le rôle important que jouent les travailleurs étrangers temporaires dans certains secteurs de l'économie et dans certaines régions du pays, en particulier dans le nord de l'Ontario, a souligné Mme Fragomeni. La réduction du nombre d'étudiants internationaux que nous avons constatée localement a un impact direct sur les revenus de nos établissements postsecondaires locaux et sur leur capacité à offrir des programmes et des possibilités d'emploi. De plus, cela se répercute également sur l'ensemble de la communauté et affecte tout, des transports en commun au logement, en passant par le tourisme et les petites entreprises. »

Au fil des entretiens, les employeurs ont souligné que l'immigration ne peut à elle seule résoudre la pénurie de main-d'œuvre dans la ville. La transition de l'usine Algoma Steel vers les FAE ainsi que la tendance plus large à l'électrification modifient les types de compétences requises des travailleurs dont la préparation n'a pas suivi le rythme nécessaire. Des entreprises comme PUC Transmission LP, Algoma Steel et Tenaris envisagent d'étendre la formation à l'interne à mesure que l'électrification s'intensifie.

Katie Elliott déclare que les gouvernements provinciaux et fédéraux appuient l'électrification, mais qu'il reste encore beaucoup à faire pour préparer la main-d'œuvre afin que les compétences appropriées soient en place pendant la transition. De plus, PUC Transmission LP doit mieux sensibiliser les étudiants du secondaire et du postsecondaire aux carrières dans le secteur de l'énergie.

Besoins en électricité propre

En 2008, la Ville de Sault Ste. Marie s'est proclamée [capitale nord-américaine des énergies alternatives](#). Depuis, elle a investi près d'un milliard de dollars dans une série de projets d'énergie propre, notamment dans la production d'énergie éolienne et solaire, le stockage par batterie et l'hydroélectricité.

Selon plusieurs personnes rencontrées en préparation à la rédaction de ce profil, de nouvelles sources d'énergie propre seront nécessaires pour satisfaire à la demande croissante. Elles ont signalé une pénurie déjà existante d'énergie propre, qui pourrait s'aggraver si la demande en véhicules électriques venait à croître plus rapidement que la capacité de l'approvisionnement local en électricité et des stratégies de gestion de la demande à suivre le rythme.

Katie Elliott affirme que PUC Transmission LP est consciente des défis à relever et qu'elle se concentre actuellement sur la fourniture d'une nouvelle capacité d'environ [300 mégawatts pour la région](#) pour alimenter les FAE d'Algoma Steel.

Les FAE devraient être en partie alimentés par une centrale électrique au gaz naturel appartenant à Algoma Steel. En [août 2024](#), la Commission de l'énergie de l'Ontario a approuvé le projet de PUC Transmission LP de construire une nouvelle ligne de transport de 10 kilomètres et de 230 kilovolts, ainsi qu'une station de conversion spécialement conçue pour relier Algoma Steel au réseau électrique ontarien. La construction a [commencé en 2025](#) et devrait se terminer en 2027. Le projet, estimé à environ 190 M\$, fournira environ 280 mégawatts d'électricité au réseau pour les deux fours.



[Rob Brewer](#), président-directeur général de PUC Transmission LP, a affirmé dans un entretien avec les médias que cet investissement est crucial pour assurer « un avenir énergétique résilient et durable » à Sault Ste. Marie en améliorant la fiabilité du réseau dans l'ouest de la ville tout en rendant possible la réduction d'émissions promise par la transition d'Algoma Steel.

Emily Cormier, coordonnatrice du développement durable de Sault Ste. Marie, souligne l'importance de prendre en compte non seulement la capacité, mais aussi la résilience des futurs investissements en infrastructures, compte tenu de l'augmentation prévisible d'événements météorologiques extrêmes.

Les établissements d'enseignement supérieur adaptent également leurs activités. Selon Sherry Smith, le Sault College cherche à devenir plus efficace et plus rentable pour respecter l'engagement pris par les collèges de l'Ontario de réduire leurs émissions de 65 % par rapport aux niveaux de 2020 d'ici 2030 et d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Les dirigeants admettent toutefois qu'il sera difficile d'y parvenir sans investissements publics ciblés.

Dave McHattie explique que Tenaris est conscient de la possibilité d'utiliser l'hydrogène comme combustible, mais que la compagnie estime que cette technologie en est à ses balbutiements et est trop coûteuse. L'entreprise a aussi annoncé [son intention](#) de réduire les niveaux d'émissions de carbone de ses activités mondiales de 30 % par rapport aux niveaux de 2018 d'ici 2030. M. McHattie affirme que l'entreprise a franchi plus de la moitié du chemin pour atteindre cet objectif. Il ajoute que l'usine de Sault Ste. Marie fonctionne à l'électricité sans combustible fossile avec de très bonnes performances en matière d'émissions, de manière comparable à la moyenne mondiale par tonne de Tenaris, leader du secteur. « Les entreprises aimeraient tout faire en même temps, mais elles ne le peuvent pas, surtout si nous ne savons pas quel changement a le plus d'impact, explique M. McHattie. Le défi consiste à savoir à quel rythme investir et à sélectionner les éléments de base pour améliorer les choses d'année en année. »

Les petites entreprises pourraient être confrontées aux obstacles les plus importants. Selon Dan Friyia, de nombreuses entreprises locales ne disposent pas des fonds nécessaires pour contribuer activement à la transformation vers une économie à faible empreinte carbone. « Nous observons avec inquiétude l'évolution de la transition vers une économie à faible émission de carbone », a-t-il souligné. Il existe des occasions à saisir pour les petites entreprises si elles peuvent faire la démonstration des bénéfices de la transition localement et réduire leurs coûts. Cependant, la plupart des possibilités concernent davantage les grandes entreprises. Par exemple, il est plus difficile de quantifier [les avantages] d'une installation solaire à petite échelle. »

POINTS FORTS DE LA COMMUNAUTÉ

Bâtir une communauté dynamique et diversifiée

Les personnes interviewées ont souligné que la résilience et la capacité de réaction de la communauté face aux difficultés représentent des atouts majeurs qui lui permettront de surmonter l'incertitude économique actuelle. Malgré leurs inquiétudes, elles ont exprimé de l'optimisme quant à la croissance future et se montrent confiantes face à une éventuelle mobilisation générale pour relever les enjeux à venir.



La ville et les employeurs locaux s'efforcent de recruter des talents et de pourvoir les postes vacants en accueillant des jeunes qui reviennent dans la région, des étudiants internationaux, des immigrants et d'autres nouveaux arrivants dans la communauté. Selon des données les plus récentes, la [population de la ville](#), qui était de 78 574 en 2023, s'est accrue de 2 560 habitants l'année suivante, atteignant ainsi le plus grand nombre d'habitants depuis 1996.

Attirer les jeunes qui ont quitté la communauté ou qui y sont nouveaux et les former aux emplois de demain reste une priorité. En effet, la ville emploie des étudiants de niveau postsecondaire dans le cadre de son programme d'été, qui leur permet d'acquérir une expérience professionnelle précieuse, déclare Emily Cormier. De plus, les stages et les placements d'étudiants offerts par le Sault College et Algoma University contribuent à réaliser les projets de la Ville lorsque des occasions se présentent. En 2024 et 2025, Sault Ste. Marie a bénéficié du financement du [Programme d'emplois verts](#) de l'Association canadienne des parcs et loisirs afin d'embaucher un étudiant d'été pour des projets liés aux parcs, aux loisirs et à la durabilité.

Tenaris et [Algoma](#) embauchent aussi des étudiants durant la saison estivale. « Il existe des synergies entre l'éducation et l'industrie », a affirmé Dave McHattie. « L'éducation est la pierre angulaire de notre stratégie, car nous voulons que les jeunes soient au fait des perspectives de carrière intéressantes qui s'offrent à eux dans l'industrie sidérurgique, en particulier dans notre segment unique où nous sommes le plus grand et le plus complet des producteurs de matériel tubulaire pétrolier au Canada. »

Les nouveaux arrivants sont essentiels à la croissance de la communauté

Jusqu'à ce que le gouvernement fédéral introduise un plafond pour les permis d'études internationaux en 2024, puis restreigne les conditions d'admission des résidents temporaires dans le plan d'immigration 2026-2027, la population locale d'étudiants internationaux connaissait une croissance rapide. Selon les participants à notre recherche, plusieurs de ces étudiants ont choisi de rester après avoir obtenu leur diplôme et ont même invité leur famille à les rejoindre.

Même avec le plafond pour les permis d'études internationaux, les personnes rencontrées ont souligné que les nouveaux arrivants restent essentiels à l'avenir économique de la ville, les initiatives en matière d'immigration et le recrutement direct par les employeurs complétant les efforts de Sault Ste. Marie pour attirer les jeunes.

De 2019 à 2024, le [Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales et du Nord](#) (PPICRN) a soutenu le développement économique et renforcé la capacité des entreprises locales en créant une voie d'accès à la résidence permanente pour les travailleurs étrangers qualifiés. La Sault Ste. Marie Economic Development Corporation, FutureSSM, le Partenariat local en matière d'immigration et le Sault Community Career Centre ont ensuite géré le PPICRN en collaboration avec le gouvernement fédéral.

Le maire Matthew Shoemaker affirme que le PPICRN, qui a été prolongé depuis et est désormais appelé le [Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales](#), a contribué à attirer des immigrants dans les petites communautés canadiennes et à augmenter la population de Sault Ste. Marie. Il souligne que le programme a été prolongé à la demande de certaines villes du nord de l'Ontario, comme Sault Ste. Marie, Timmins, North Bay et Thunder Bay, qui demandaient le resserrement de catégories du programme d'immigration.

Depuis sa création en 2009, le [Partenariat local pour l'immigration](#) (PLI) de Sault Ste. Marie et de sa région a su créer une communauté accueillante et inclusive pour les nouveaux arrivants. Financé par Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, le PLI regroupe plus de 50 organisations locales et régionales, telles que des prestataires de services, des agences d'établissement, des groupes culturels, des employeurs et d'autres institutions clés.

Heliene et Tenaris ont affirmé leur engagement en faveur de la diversité en recrutant des personnes nouvellement arrivées au Canada dans le cadre du Programme pilote d'immigration dans les communautés rurales, du PLI ou de façon directe afin d'obtenir l'expertise dont elles ont besoin. Par exemple, Martin Pochtaruk a embauché des ingénieurs titulaires d'une maîtrise ou d'un doctorat originaires de pays comme les Philippines, le Mexique et la Russie.

«Non seulement ces entreprises comblent-elles les pénuries de main-d'œuvre locale, mais les nouveaux arrivants ont également contribué à redynamiser le réseau de transport en commun de la ville», a précisé Jason Naccarato, président de la Chambre de commerce de Sault Ste. Marie.

Plusieurs personnes interviewées déclarent avoir remarqué depuis 20 ans un changement de profil des nouveaux arrivants qui viennent s'établir et travailler à Sault Ste. Marie. Elles indiquent que les générations précédentes d'immigrants venus d'Italie, de France, du Portugal, de Pologne, de Finlande et de Croatie, entre autres pays, continuent de prospérer. De leur côté, les populations originaires d'Inde, de Chine, des Philippines, d'Amérique latine et du Moyen-Orient sont désormais en augmentation.

Sandra Mongui, fondatrice de la l'Association latino-hispanique du Nord de l'Ontario, originaire de Colombie, vit à Sault Ste. Marie depuis 20 ans et a pu constater ces changements de ses propres yeux. Elle estime qu'environ 400 familles latino-hispaniques vivent aujourd'hui dans la région. La plupart des nouveaux immigrants viennent à Sault Ste. Marie dans le but d'obtenir le statut de résident permanent, mais certains ont du mal à s'adapter, selon elle, en raison de la barrière de la langue.

Emily Cormier constate aujourd'hui la présence de nouveaux types de commerces et services destinés à répondre aux besoins des nouveaux arrivants, comme des magasins d'alimentation et des restaurants.

Plusieurs personnes interrogées s'accordent à dire que le plus grand atout de Sault Ste. Marie est sa proximité avec la nature et l'accès aux activités de plein air, sans oublier son coût de la vie relativement abordable.

Katie Elliott estime qu'en plus du coût de la vie plus raisonnable que dans d'autres villes de l'Ontario, on emménage à Sault Ste. Marie pour pouvoir travailler à distance tout en conservant un équilibre entre sa vie professionnelle et sa vie personnelle. Emily Cormier convient également que le coût de la vie moins élevé que dans d'autres communautés de taille moyenne en Ontario est très attrayant. On observe même une volonté de construire davantage de logements pour accueillir les nouveaux arrivants, comme c'est le cas ailleurs en Ontario.

Possibilités pour les peuples autochtones

Sault Ste. Marie est adjacente à la [Nation de Batchewana](#) et de la [Nation de Garden River](#), et la ville elle-même compte une population autochtone croissante qui représentait [13,1 % de la population de la région en 2021](#).

Plusieurs des facteurs qui affectent la ville ont aussi un impact sur la Nation de Garden River, qui se trouve directement au nord-est de Sault Ste. Marie. Garden River compte [3 241 citoyens inscrits](#), dont une partie vit hors de la communauté.

Plusieurs personnes interviewées ont mentionné les liens étroits qui relient Sault Ste. Marie, les employeurs locaux, les communautés autochtones et les collèges et universités de la ville. Par exemple, Tenaris invite les jeunes femmes et les élèves autochtones de huitième année à visiter ses installations et à découvrir des possibilités de carrière grâce à son [programme de portes ouvertes](#) réalisé en partenariat avec l'initiative Women in Manufacturing de Canadian Manufacturers and Exporters.

Evan Belleau, conseiller en énergie auprès de la Nation de Garden River, explique que, depuis des générations, Sault Ste. Marie et sa nation tissent des liens profonds et durables. Il précise que les membres de sa communauté veulent pouvoir intervenir en amont dans



Evan Belleau
Conseiller en énergie
et développement
communautaire de la
Première Nation de
Garden River



la planification municipale, afin d'en optimiser les retombées, de diminuer les coûts de développement et de limiter les impacts sur l'environnement.

« La communauté de Garden River est toujours disposée à discuter. Nous souhaitons stimuler l'emploi et renforcer les capacités locales en accueillant et en facilitant les possibilités de développement, a expliqué M. Belleau. Nous nous efforçons de créer un environnement qui maximise les possibilités d'emploi. »

Il souligne que les gouvernements fédéral et provincial favorisent la concertation entre le secteur industriel et les communautés autochtones. Plus récemment, sa communauté a amorcé des échanges portant sur le développement énergétique avec des employeurs locaux, notamment Algoma Steel et Tenaris. Par exemple, les communautés de Batchewana et de Garden River ont participé à des discussions avec Hydro One au sujet d'un projet de [nouvelle ligne de transport](#) d'électricité reliant le poste de transformation de Mississagi situé à l'ouest de Sudbury et Sault Ste. Marie.

Pour répondre à ses propres besoins énergétiques, la Nation de Garden River a mis en œuvre des plans à faibles émissions de carbone et de carboneutralité ainsi que des mesures d'augmentation de leurs capacités, notamment des projets d'énergie renouvelable, de modernisation de bâtiments, l'installation de compteurs et des initiatives de changements dans les habitudes de consommation énergétique. Guidée par son [Indigenous Community Energy Plan](#) de 2023, la communauté a créé une base de données sur sa demande et sa consommation électriques, puis a élaboré et mis en œuvre des mesures visant à réduire sa consommation et à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre (GES).

Une partie du succès de la communauté en matière d'énergie verte est attribuable aux initiatives [sur les réseaux sociaux](#) qui sensibilisent le public et diffusent de l'information. En collaboration avec la Ville de Sault Ste. Marie, la Nation de Garden River a lancé des webinaires sur l'énergie solaire et sur les connaissances générales de la population en matière d'énergie. Elle prévoit de réévaluer ses initiatives tous les cinq ans, a déclaré Evan Belleau.

POSSIBILITÉS

Transition énergétique locale

Les participants à notre analyse indiquent que Sault Ste. Marie joue un rôle de chef de file dans l'électrification de l'industrie et des transports, ainsi que dans la transition énergétique à plus grande échelle.

PUC Transmission LP étend son infrastructure locale d'énergie propre grâce à des investissements dans les énergies renouvelables (principalement solaire), le stockage par batteries, de nouvelles lignes de transport d'électricité, et la réduction de ses émissions de GES afin de soutenir les transformations au sein de la communauté. Ses installations reflètent actuellement ses efforts en matière de carboneutralité, notamment à travers les modifications apportées aux bâtiments et aux infrastructures du réseau. Le fournisseur d'électricité s'engage également à [électrifier son propre parc automobile](#).

En 2021, PUC Transmission LP s'est alliée à Axiom Infrastructure pour créer PUC Transmission et construire de nouvelles infrastructures de transmission électrique pour alimenter les FAE d'Algoma Steel et d'autres entreprises. [PUC Transmission LP](#) a également mené à bien le [premier projet de réseau intelligent à l'échelle communautaire au Canada](#) pour l'ensemble de la zone desservie afin de réduire les pannes et d'offrir des économies d'énergie.

Un réseau intelligent est un réseau électrique qui utilise des technologies numériques, des capteurs et des logiciels pour mieux équilibrer l'offre et la demande d'électricité en temps réel, tout en minimisant les coûts et en garantissant la stabilité et la fiabilité du réseau. Le [réseau intelligent à l'échelle communautaire de Sault Ste. Marie](#) couvre l'ensemble de la zone desservie par PUC Transmission LP. Il intègre des technologies complémentaires de réseau intelligent et l'amélioration des infrastructures de comptage avancé existantes. Il a également été conçu pour s'adapter aux nouvelles ressources énergétiques distribuées et favoriser le développement économique.

Ces investissements dans les infrastructures locales s'inscrivent dans une politique climatique municipale plus large, incluant le tout premier plan communautaire de réduction des GES de Sault Ste. Marie, lancé en 2020 et qui vise la carboneutralité d'ici 2050.





«La ville a l'occasion de devenir un chef de file de la transition énergétique, et adopter la durabilité est bénéfique pour les affaires autant que pour l'environnement, grâce au développement durable», a déclaré Emily Cormier.

Elle ajoute que le personnel rend régulièrement compte au conseil municipal des répercussions climatiques des décisions proposées, y compris le budget d'immobilisations, et que les rapports annuels de la ville sur la durabilité résument ses efforts en matière de réduction des GES. Le comité du conseil municipal chargé de la durabilité environnementale émet des recommandations aux sujets des projets de durabilité qui devraient bénéficier du financement du [programme d'initiatives vertes](#) de la ville.

Emily Cormier et Brent Lamming ont expliqué que la ville investit dans des projets d'immobilisations, rend ses bâtiments plus écologiques grâce à des rénovations énergétiques, telles l'installation d'éclairages DEL et de toits solaires, et modernise sa flotte de véhicules en y intégrant des véhicules électriques et des stations de recharge.

«La Ville de Sault Ste. Marie fait preuve d'innovation pour créer de nouvelles sources d'énergie, affirme Brent Lamming. La transition la plus importante a porté sur la flotte de transport en commun de la ville, avec notamment l'installation de panneaux solaires sur le toit du centre de recharge des autobus.» Grâce au fond du [Programme d'infrastructure Investir dans le Canada](#), la Ville a pu remplacer sa flotte d'autobus, l'une des plus anciennes de l'Ontario qui comptait dans certains cas des véhicules de plus 13 ans.

M. Lamming a aussi fait remarquer que la Ville a acheté une [première surfaceuse à glace électrique](#) en 2023 pour son centre sportif, et qu'elle en a [depuis acheté deux autres](#). Il précise que cet achat aidera la Ville à comprendre l'impact des températures extérieures froides sur la durabilité et la fréquence des recharges des véhicules électriques, car les climats nordiques constituent un problème particulier pour ce type de véhicules. La Ville s'engage à [convertir chaque unité de sa flotte](#) de surfaceuses à essence en modèles électriques à mesure que les équipements atteignent la fin de leur cycle de vie.

PUC Transmission LP aide également ses clients à remplacer les systèmes de chauffage et de climatisation résidentiels fonctionnant au gaz naturel par des systèmes électriques. Elle s'attend toutefois à être questionnée sur le sujet et à rencontrer une certaine résistance, selon Katie Elliott. Elle compte 30 partenaires industriels pour développer l'infrastructure de recharge de véhicules électriques afin de soutenir la flotte du service de police de Sault Ste. Marie et celle de Ressources naturelles Canada. Un programme de recharge à domicile pour véhicules électriques est également en place afin de soutenir la transition des véhicules personnels vers l'électricité.

Priorités en matière de développement économique local

Parmi les autres initiatives de diversification de la ville, Matthew Shoemaker fait valoir la [Société de loterie et des jeux de l'Ontario](#), une société d'État provinciale, devrait étendre ses activités à Sault Ste. Marie. Il rappelle que la société d'État y a ouvert des bureaux en 1993, et que, pendant une certaine période, 85 % de son personnel y travaillait. Mais certains emplois ont été déplacés à Toronto au fil du temps et, aujourd'hui, seuls 45 % des postes de l'agence sont toujours basés à Sault Ste. Marie, a-t-il déclaré.

Les responsables municipaux soulignent également que le transport et la logistique constituent un obstacle majeur à la diversification. Située au confluent des lacs Huron, Supérieur et Michigan, Sault Ste. Marie est depuis longtemps reconnue comme plaque tournante du transport ferroviaire, maritime et routier, offrant un accès facile aux États-Unis et au Sud-Ouest de l'Ontario. Cependant, certaines personnes interviewées ont souligné que la ville rencontre des difficultés dans l'approvisionnement en fournitures ainsi que dans le transport des marchandises et des personnes.

Afin de pallier cette situation et d'atteindre ses objectifs de diversification, la municipalité envisage de construire un nouveau port. Le port actuel d'Algoma Steel, qui est partagé avec d'autres entreprises, a atteint sa pleine capacité. L'équipe du développement économique de la ville, en collaboration avec [l'autorité portuaire de Hamilton Oshawa](#), travaille sur un projet de nouveau port public multimodal et d'un corridor commercial centré sur une nouvelle installation portuaire à Sault Ste. Marie. La Ville espère par ailleurs bénéficier du soutien des gouvernements fédéral et provincial dans ce projet.

Pour ce projet, les partenaires étudient le site d'Algoma Steel le long de la rivière Sainte-Marie comme emplacement potentiel, en raison de son accès aux eaux profondes, de son infrastructure industrielle existante et de ses [plus de 100 acres](#) de terrain prêt pour le développement. Le 18 décembre 2025, le projet a reçu un [investissement de 233 100 \\$](#) de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario pour appuyer les évaluations techniques et l'élaboration d'un plan de développement complet pour un port public dans la ville.

Un autre point positif potentiel reste le [Cercle de feu de l'Ontario](#), un projet d'exploitation de minéraux critiques situé à 500 kilomètres au nord-est de Thunder Bay. Le gouvernement de l'Ontario a cherché à accélérer le processus d'approbation du projet en le désignant comme [zone économique spéciale](#).

En novembre 2025, l'Ontario a signé un [accord stratégique](#) avec la Nation Marten Falls, située à environ 450 kilomètres au nord de Thunder Bay, afin de faire progresser la construction d'une route praticable toute l'année reliant la communauté au réseau provincial de routes et, à terme, au Cercle de feu de l'Ontario. L'entente prévoit 39,5 M\$ pour les infrastructures communautaires et engage la Nation de Marten Falls à terminer sa portion de la route de manière accélérée, sous réserve des autorisations environnementales. Bien que le Cercle de feu de l'Ontario soit géographiquement éloigné de Sault Ste. Marie, les responsables municipaux indiquent que le projet est pertinent dans le cadre des efforts de diversification locale, car les activités minières et de transformation futures pourraient créer une demande pour les infrastructures de transport et portuaire.

Rick Van Staveren, directeur du développement économique de Sault Ste. Marie, indique que le personnel municipal se concentre sur la croissance de l'assiette fiscale de la Ville



et envisage éventuellement d'utiliser des terrains industriels pour soutenir la construction d'un port et d'autres infrastructures. Il précise que la prise en charge de la coordination des diverses agences de développement économique est maintenant sa responsabilité et celle de son équipe. Cependant, avec seulement trois membres, l'équipe dispose de capacités limitées. M. Van Staveren se dit favorable à l'élargissement du mandat du [Réseau de développement des collectivités du Canada](#), financé par le gouvernement fédéral, un réseau national de 267 bureaux à but non lucratif qui offrent des prêts aux petites entreprises, des formations, des outils et des services de conseil dans les communautés rurales et éloignées, ce qui pourrait faciliter l'accès au financement et au soutien pour les entreprises locales.

Jason Naccarato, président de la Chambre de commerce de Sault Ste. Marie, affirme que le gouvernement devrait faire davantage pour soutenir l'industrie forestière en difficulté, ajoutant que le secteur a besoin d'aide pour innover, investir dans de nouveaux produits et améliorer ses méthodes d'exploitation. La foresterie a toujours joué un rôle économique important dans l'histoire de la ville. Le [Centre de foresterie des Grands Lacs](#), un institut de recherche de Ressources naturelles Canada, est d'ailleurs situé à Sault Ste. Marie.

En plus de la fermeture de St. Mary's Paper il y a plus de dix ans, [Midway Lumber Mills](#) à Thessalon non loin de là a cessé ses activités en janvier 2025, entraînant 40 mises à pied. M. Naccarato désirerait également obtenir un appui pour les sociétés de services aux entreprises ayant pris part à la restructuration d'Algoma.

Certains participants à l'étude ont indiqué avoir vu une certaine croissance et une diversification de l'économie locale au cours des dernières décennies, notamment dans les secteurs du tourisme, de la santé, du commerce de détail, du transport et des services gouvernementaux.

Le service de développement économique de la ville soutient la planification et l'accompagnement des jeunes, l'entrepreneuriat ainsi que les programmes visant à faire progresser les projets d'affaires. Il met également en avant les avantages d'opérer dans une ville où les factures sont moins élevées afin d'attirer de plus grands employeurs.

La [Chambre de commerce de Sault Ste. Marie](#), la Sault Downtown Association (aujourd'hui dissoute) et la [Community Development Corporation of Sault Ste. Marie and Area](#) soutiennent activement les nouvelles entreprises. Selon Mike Da Prat, elles représentent un changement positif dans la communauté, car l'esprit d'entreprise vient stimuler l'économie locale.

PERSPECTIVES COMMUNAUTAIRES

Même avant qu'Algoma Steel n'annonce le licenciement d'un tiers de ses travailleurs, les pertes d'emplois au sein de l'entreprise, des établissements postsecondaires et du secteur forestier se faisaient déjà ressentir dans la région. Alors que Sault Ste. Marie traverse une période de changements économiques et sur le marché du travail, United Way Sault Ste. Marie & Algoma District constate les répercussions de ces mises à pied sur les services communautaires. « Nos partenaires financés constatent une demande accrue, ce qui souligne l'importance d'un solide réseau de soutien local en période de transition », souligne Lori Huston, directrice générale de l'organisation.

La plupart des personnes interviewées ont exprimé une inquiétude teintée d'insécurité devant les perturbations économiques et leur impact sur la communauté, la main-d'œuvre et les entreprises locales.

Alors que l'attention s'est concentrée sur l'impact des droits de douane, plusieurs participants ont reconnu un manque général de sensibilisation et de connaissances du public concernant la nature de la transition vers une faible émission de carbone et les changements qui pourraient l'accompagner.

« Beaucoup de gens ont du mal à comprendre la transition, estime Evan Belleau. Il existe un besoin important d'information et de soutien pour aider les travailleurs à comprendre les conséquences potentielles que la transition vers de faibles émissions de carbone pourrait avoir sur les emplois existants et la manière dont ils évolueront, en particulier pour les emplois manuels nécessitant moins d'années de formation », a-t-il ajouté. Il est nécessaire de fournir des informations permettant aux travailleurs d'identifier les carrières possibles et les options d'emploi viables. « Il y a déjà une pénurie de travailleurs possédant les compétences nécessaires pour les projets à faible émission de carbone, poursuit M. Belleau. Nous devons trouver des moyens de former le plus grand nombre de personnes possible et le plus rapidement possible. »



La transformation de la main-d'œuvre ne sera pas une tâche aisée, affirme de son côté Dan Friyia. « Personne n'aime changer d'emploi si c'est possible de l'éviter. Il n'est pas facile pour certaines personnes de laisser un emploi bien rémunéré pour autre chose. » M. Friyia ajoute que l'éducation et les informations pratiques sont essentielles pour déterminer la rapidité avec laquelle les travailleurs, les ménages et les petites entreprises pourront s'adapter.

CE QU'IL FAUT FAIRE

Les vents contraires qui soufflent sur Sault Ste. Marie sont puissants. La conversion tant attendue d'Algoma Steel aux FAE avait pour but de donner au seul producteur d'acier indépendant du Canada un avantage sur ses concurrents étrangers. En lieu et place, les droits de douane punitifs imposés par les États-Unis ont exclu l'entreprise de son plus grand marché d'exportation laissant planer l'incertitude sur son avenir. Étant donné le rôle central d'Algoma Steel dans l'économie locale, cette insécurité s'étend maintenant à Sault Ste. Marie en entier, qui dépend de la production d'acier depuis plus d'un siècle.

Malgré cela, Matthew Shoemaker reste optimiste. Lorsqu'il envisage l'avenir, il espère voir une ville dynamique avec une industrie sidérurgique durable, un port actif, des établissements postsecondaires prospères et une économie solide et diversifiée.

Pour que Sault Ste. Marie atteigne cet objectif, voici quelques-uns des défis, des opportunités et des recommandations proposés par les dirigeants locaux :

- Les droits de douane sur l'acier continuent de peser sur l'employeur principal de la ville, l'économie locale et la Ville elle-même. Le soutien apporté par les gouvernements fédéral et provincial est le bienvenu, mais il faut en faire davantage pour aider les travailleurs touchés et soutenir les efforts de diversification de la ville.
- La conversion d'Algoma à la technologie des FAE apportera des avantages à l'entreprise, mais, comme le prouvent les récents licenciements, elle nécessitera également moins de travailleurs. Parallèlement, l'orientation vers différents produits sidérurgiques destinés à approvisionner la construction résidentielle nationale, l'industrie de la défense et d'autres projets pourrait créer de nouvelles possibilités. Les initiatives de recyclage professionnel et de développement des compétences, ciblant les secteurs confrontés à des pénuries de main-d'œuvre ou de compétences, seront essentielles pour soutenir les travailleurs touchés.
- Des représentants de la Ville et d'autres niveaux de gouvernement ont évoqué la possibilité d'étendre les opérations locales de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, de construire un port pour accroître les options de transport, de tirer parti du potentiel de développement des minéraux critiques dans le Cercle de feu de l'Ontario et de relancer l'industrie de la construction navale dans la province. Bien qu'un certain soutien fédéral et provincial soit déjà en place, ces initiatives nécessiteront un soutien gouvernemental continu et à plus grande échelle, notamment dans les infrastructures, l'approbation de projets et de politiques d'approvisionnement ciblées.
- Les leaders locaux affirment qu'une mise en œuvre plus cohérente des engagements d'approvisionnement d'achat canadien est nécessaire pour s'assurer que les producteurs nationaux bénéficient des grands projets

d'infrastructure, d'habitation et de défense, notamment pour l'acier utilisé dans la défense, les oléoducs et d'autres projets à grande échelle.

- Les deux principaux établissements postsecondaires de la ville, partenaires importants dans le processus de reconversion, subissent de plus en plus de pressions financières en raison du plafonnement fédéral du nombre d'étudiants internationaux et d'un gel en cours des droits de scolarité. Les dirigeants municipaux exhortent leurs homologues fédéraux et provinciaux à envisager un « terrain d'entente », comprenant une plus grande flexibilité dans l'allocation des étudiants internationaux pour les établissements régionaux. Les municipalités demandent également des modifications au gel des droits de scolarité en Ontario et aux subventions de fonctionnement, afin de contribuer à stabiliser les finances des collèges et universités dans des communautés comme Sault Ste. Marie.
- Alors que Sault Ste. Marie est confrontée à divers changements, les communautés autochtones locales souhaitent s'impliquer dès le début du processus de planification urbaine.
- Avec des budgets et des ressources humaines limités, les dirigeants municipaux affirment avoir besoin d'aide pour coordonner le travail des agences locales de développement économique.

À PROPOS DU PROFIL

L'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP) a conçu une méthodologie pour mesurer l'exposition des communautés aux crises de main-d'œuvre suscitées par la lutte planétaire contre les changements climatiques. Cette méthodologie utilise trois indices pour noter et classer les divisions de recensement de tout le pays. D'après leur classement, les divisions de recensement sont réparties entre six groupes selon un niveau d'exposition variant de « pas exposé » à « le plus exposé ».

Les trois indices sont les suivants : exposition des grands émetteurs (émissions des grandes installations par rapport à la taille de la communauté), exposition à l'intensité (taux d'emploi dans les secteurs à forte intensité d'émissions) et exposition des marchés (taux d'emploi dans les secteurs dont le marché international est appelé à se transformer).

Cette analyse est illustrée par une carte interactive élaborée de concert avec le Programme de données communautaires du Réseau canadien de développement économique. Elle est accessible sur le site de l'IRPP (<https://irpp.org/fr/transformations-communautaires/>), avec une description détaillée de la méthodologie utilisée ainsi qu'une analyse complémentaire sur les conséquences de l'exposition aux droits de douane américains.

En complément de cet exercice de cartographie, l'IRPP a dressé le profil de 10 communautés du pays en menant une série d'entrevues avec les gens qui y vivent et y travaillent. La plupart des communautés retenues sont situées dans les divisions de recensement les plus exposées, mais d'autres ont été choisies en raison de projets à venir ou d'expériences antérieures. Les profils visent à couvrir diverses régions du pays et formes d'activités économiques. Ces instantanés ont pour but d'enrichir la réflexion sur les défis et perspectives des communautés, en plus de faire connaître le point de vue de leurs résidents.

Sault Ste. Marie en Ontario figure parmi les communautés retenues. Elle a été choisie parce que l'économie locale est fortement marquée par des industries exposées au commerce et à forte intensité d'émissions, et parce qu'elle fait face à des perturbations importantes à court terme sur le marché du travail ainsi qu'à une restructuration économique à plus long terme liée à la décarbonation industrielle et à la volatilité des marchés mondiaux.

The Energy Mix a réalisé des entrevues auprès de résidents de Sault Ste. Marie, la ville la plus peuplée de la division de recensement, ainsi que dans les communautés avoisinantes du district d'Algoma. Le directeur de recherche de l'IRPP, Ricardo Chejfec, s'est rendu sur place pour rencontrer les décideurs locaux.

Ci-dessous, nous détaillons l'analyse du niveau d'exposition d'Algoma, en Ontario, la division de recensement qui comprend Sault Ste. Marie. Les informations supplémentaires non utilisées dans l'analyse, telles que l'évolution démographique, le taux de chômage et les caractéristiques démographiques des travailleurs, sont tirées du recensement de 2021. Le nombre d'installations provient du Registre des entreprises de Statistique Canada de juin 2020.

Pour toute question sur le profil ou l'analyse, prière de contacter :
communitytransformations@irpp.org

Division de recensement

Algoma, Ontario



Indice maximal

La plus exposée



Exposition à l'intensité

Très exposée (2 % à 5 % des divisions de recensement les plus touchées)



Exposition des grands émetteurs

Moyennement exposée (dans les premiers 10 % des divisions de recensement)



Exposition des marchés

La moins exposée (sous la moyenne)

Recensement de 2021



113 777

Population

-0,3 %

Changement
depuis 2016

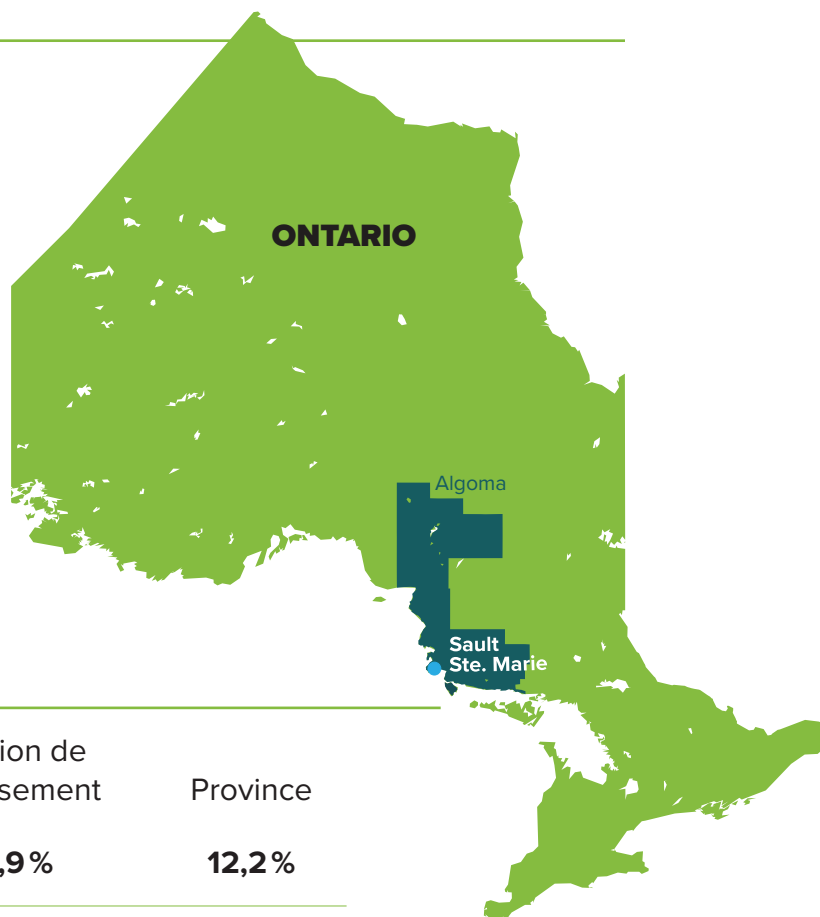


50 330

Population active

-4,4 %

Changement
depuis 2016



Taux

Taux de chômage

Division de
recensement

12,9 %

Province

12,2 %

Participation

52,4 %

62,8 %

Toutes les industries

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
50 335	50 800 \$	48 %	38 %	2 899	20

Secteurs exposés

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
2 545	92 000 \$	50 %	27 %	1	1

Secteur n° 1 | Aciéries et usines sidérurgiques et fabrication d'alliages ferreux

Toutes les industries	Revenu médian	Plus de 45 ans	Sans études postsecondaires	Nombre d'installations	Nombre de grandes installations (> 200 travailleurs)
2 545	92 000 \$	50 %	27 %	1	1

Ce profil communautaire est publié dans le cadre du projet Transformations communautaires de l'IRPP. Il a été rédigé par The Energy Mix et l'IRPP. La révision linguistique de la version anglaise originale a été effectuée par Rosanna Tamburri avec l'assistance de Dena Abtahi. L'analyse des données a été effectuée par Ricardo Chejfec, la correction d'épreuves par Maxime Goldstyn, la coordination éditoriale par Étienne Tremblay, la traduction par Solange Beaulieu, la production par Chantal Létourneau et la direction artistique par Anne Tremblay. Les photos sont de Robert Davies.

Le projet Transformations communautaires a été financé en partie par la fondation McConnell et Vancity. Fermement attaché à son indépendance éditoriale, l'IRPP conserve le plein contrôle du contenu de toutes ses publications.

Ce texte est une traduction de *Sault Ste. Marie: Ontario Steel City Looks to Forge New Path*.

Pour citer ce document :

Institut de recherche en politiques publiques. (2026). *Sault Ste. Marie : La ville ontarienne de l'acier en quête d'une nouvelle vocation*. Institut de recherche en politiques publiques. doi.org/10.26070/22q9-f164

REMERCIEMENTS

Nous remercions les personnes suivantes d'avoir pris le temps de partager avec nous leurs idées et leur expérience :

- Evan Belleau, conseiller en énergie, développement communautaire, Première Nation de Garden River
- Emily Cormier, coordonnatrice du développement durable, développement communautaire et services aux entreprises, Ville de Sault Ste. Marie
- Mike Da Prat, président, section locale 2251 du Syndicat des Métallus
- Katie Elliott, directrice, Stratégie d'entreprise, PUC Services inc.
- Dan Friyia, ancien directeur général, Société de développement communautaire de Sault Ste. Marie et sa région
- Desiree Gravel, directrice générale, Algoma Community Foundation
- Lori Huston, directrice générale, Centraide de Sault Ste. Marie et du district d'Algoma
- Brent Lamming, directeur général adjoint, Services de développement communautaire et d'entreprise, Ville de Sault Ste. Marie
- Karen Lehtonen, gestionnaire des solutions SIG, Centre d'innovation de Sault Ste. Marie
- Dave McHattie, directeur des relations institutionnelles pour le Canada, Tenaris S. A.
- Sandra Mongui, fondatrice, Association latino-hispanique du Nord de l'Ontario
- Jason Naccarato, président, Chambre de commerce de Sault Ste. Marie, et président-directeur général, Northstar Consulting
- Martin Pochtaruk, directeur général-président, Heliene inc.
- Ani Ramos, chef de projet, AgriTech North
- Matthew Shoemaker, maire de la ville de Sault Ste. Marie.
- Sherri Smith, ancienne vice-présidente des affaires scolaires, de l'innovation et des services aux étudiants, Collège des arts appliqués et de la technologie
- Rick Van Staveren, directeur du développement économique, Ville de Sault Ste. Marie



INSTITUT
DE RECHERCHE
EN POLITIQUES
PUBLIQUES

INSTITUTE
FOR RESEARCH
ON PUBLIC
POLICY

The IRPP seeks to improve public policy in Canada by generating research, providing insight and influencing debate on current and emerging policy issues facing Canadians and their governments.

L'IRPP contribue à l'amélioration des politiques publiques en produisant des recherches et des analyses approfondies qui éclairent le débat sur les grands enjeux auxquels sont confrontés les Canadiens et leurs gouvernements.

Pour commander ce document ou demander la permission de l'utiliser ou de le reproduire, veuillez communiquer avec l'IRPP.

IRPP
1470, rue Peel, bureau 200
Montréal (Québec) H3A 1T1
Téléphone : 514 985-2461
Télécopieur : 514 985-2559
Courriel : irpp@irpp.org